



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Accord « sécurisation de l'emploi » : Sarkozy avait échoué, Hollande ne doit pas réussir !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 17 janvier 2013

Pour juger la portée de l'accord scellé vendredi dernier entre le patronat et trois syndicats (CFDT, CGC, CFTC), il suffit de lire ce qu'en dit Patrick Bernasconi, qui dirigeait la délégation patronale: «*cet accord va permettre aux entreprises de gagner en compétitivité et d'atteindre le meilleur standard européen de flexisécurité* ». En contrepartie de quelques mesures dérisoires, le patronat gagne en effet le gros lot en matière de « flexibilité ».

La porte grande ouverte à la flexibilité : tout bénéfique pour les patrons.

Les employeurs gagnent d'abord un assouplissement des procédures de licenciement et plus de difficultés pour les salariés et les syndicats de les contester : au lieu de sécuriser l'emploi, l'accord sécurise le pouvoir de licencier. Cerise sur le gâteau, les salariés pourront se voir imposer la mobilité interne dans l'entreprise, sous peine de licenciement sans accompagnement social.

Pire encore, en cas de « graves difficultés » et moyennant l'accord des syndicats majoritaires dans l'entreprise, il sera possible de décider une baisse de salaire ou une augmentation du temps de travail en échange d'une « promesse » de maintien de l'emploi pour deux ans. Des salariés soumis au chantage permanent : c'est exactement la logique des accords « compétitivité-emploi », voulus en son temps par Sarkozy.

La vérité sur la « surtaxation » des contrats précaires

Une grande « avancée » selon les syndicats favorables à l'accord, la surtaxation en question ne concernera ni l'interim, ni les CDD de remplacement, ni les contrats saisonniers. La surtaxation la plus élevée, qui concerne les CDD de moins de un mois, ne coûtera aux patrons qu'environ 40€ pour un CDD de 29 jours. Comme arme dissuasive, on fait mieux ! Sans compter que les patrons obtiennent en contrepartie une nouvelle aide pour l'embauche en CDI de jeunes de moins de 26 ans. Une aide qui, selon le journal *Les Echos*, devrait compenser globalement le coût de la surtaxation des CDD.

Les fruits amers du dialogue social à froid

Pendant trois mois les dirigeants des principales centrales syndicales ont joué le jeu du « dialogue social » voulu par Hollande et son gouvernement. On savait pourtant d'avance qu'en l'absence de

toute mobilisation, de tout rapport de force, il y aurait des « responsables syndicaux raisonnables » pour signer un accord dont le patronat est finalement le principal bénéficiaire. Honte à ceux qui s'appuient sur des acquis dérisoires en matière de formation ou de chômage pour justifier leur signature.

Mais on aurait pu aussi attendre des centrales syndicales qu'elles refusent de jouer le jeu d'un dialogue social à froid, avec un résultat couru d'avance. Les directions de la CGT et de FO ont beau dénoncer les syndicats signataires: qu'ont-ils fait pour essayer de construire des mobilisations et un rapport de force national en vue de contraindre le patronat à reculer et gagner de nouveaux droits en matière de sécurité de l'emploi ?

Contre la transposition de l'Accord en loi, trois mois pour reprendre l'offensive

Hollande, chantre du « dialogue social », s'est félicité de l'accord de vendredi dernier. En plus des 20 milliards de réductions d'impôts déjà accordés, les entreprises vont y gagner en flexibilité. Avec une meilleure compétitivité à la clé. En bonne logique libérale, cela devrait faciliter la croissance et l'emploi. Sarkozy en avait rêvé, Hollande veut transformer cet accord en loi dans les prochains mois. Le temps est compté pour remobiliser toutes les forces résolues à empêcher ce recul sans précédent des droits sociaux des salariés. Pourquoi ne pas préparer une immense manif nationale avant le vote au Parlement ? Seules les batailles non menées sont perdues d'avance.

Pour les échéances à venir, passer du « dialogue » à la « confrontation sociale ».

Après la négociation sur l'emploi, le gouvernement en veut une sur les retraites et une sur le financement de la Sécurité Sociale. Sous prétexte que les comptes de la Sécu sont encore dans le rouge, des projets aussi inquiétants que sous Sarkozy sont dans les cartons : nouveau recul de l'âge de la retraite, nouvelles augmentations de la CSG, voire de la TVA.

Nous devons empêcher que cet accord soit entériné par le Parlement. Il faut espérer que les organisations syndicales qui ont refusé de signer appellent désormais à des mobilisations à la hauteur de l'enjeu. Mais dans tous les cas, c'est une riposte collective de tous les travailleurs qui sera nécessaire !

HOLLANDE DÉCLENCHE LA GUERRE AU MALI POUR LA SEULE DÉFENSE DES «INTÉRÊTS FRANÇAIS»

Amplifiés par le matraquage médiatique et les mensonges, les justifications de l'intervention française au Mali sont les mêmes qu'en Afghanistan ou en Libye : « *mettre à bas les dictateurs* », « *lutter contre l'obscurantisme des fanatiques religieux* ». Mais de main mise et de contrôle sur les ressources énergétiques, il n'en est évidemment jamais question !

Hollande, la main sur le coeur, déclare vouloir simplement « *éradiquer le terrorisme dans l'intérêt du Mali et de l'Afrique* » et « *protéger nos ressortissants* ».

Certes, les bande armées islamistes ont pris le contrôle du Nord et y exercent leur dictature et leur pillage. La faiblesse de l'armée malienne, la déliquescence de l'Etat malien, sous domination française depuis l'indépendance du pays, en est la cause principale.

La « pacification » du Mali, sauce Hollande, nourrit pour l'heure les espoirs d'une partie de la population malienne d'en finir avec la division du pays, les pénuries, et la ruine de l'économie. Espoirs bien chargés d'illusions !

-La France s'engage au Mali pour perpétuer la mise sous tutelle du pays et affirmer sa position dominante dans les pays de l'Ouest africain et de Centre Afrique : pour le coton, le bois, l'or, et surtout l'exploration des gisements d' uranium au Niger voisin, uranium exploité par AREVA. **Il s'agit une fois encore de défendre les intérêts impérialistes français, de préserver l'ordre dans sa zone d'influence économique, en permettant aux grands groupes français de piller ces pays.**

Cette guerre extérieure est mise à profit sur le territoire national. A l'heure où la bourgeoisie et le patronat licencient, cassent le Code du travail, soumettent l'ensemble de la classe ouvrière et de la population à l'austérité, le « va-t-en guerre » Hollande et son gouvernement signent leur attachement à la défense des intérêts néocoloniaux de la bourgeoisie française.

L'Union Sacrée autour de l'intervention, orchestrée par le PS, rassemble toutes les tendances de la bourgeoisie (jusqu'à l'extrême droite). Le renforcement du plan Vigipirate va accentuer le contrôle de la population propice au délit de faciès, va multiplier les menaces pour les étrangers non blancs et les travailleurs sans papiers et leurs familles. .

Cette guerre pourrait bien se révéler longue, et ruiner le pays plus qu'il ne l'est. La situation catastrophique du Mali est en grande partie l'œuvre de la France qui pille depuis si longtemps les richesses. **La population malienne doit pouvoir vivre en assumant pleinement son droit à l'auto-détermination, son droit à disposer pleinement de ses ressources naturelles, son droit à choisir sa représentation politique sans qu'un pays, ancien ou futur colonisateur, ne vienne lui dicter ce qui est bon pour elle.**

**Troupes françaises, hors du Mali et d'Afrique !
A bas l'impérialisme français !**

RETRAITES: LE REMAKE D'UN MAUVAIS FILM

Fin décembre, le Conseil d'Orientation des Retraites, composé « d'experts », de représentants du patronat et des confédérations syndicales, a publié son rapport. Il prévoit un déficit des caisses de retraite de 14 milliards en 2011 et de 18,8 milliards d'euros en 2017.

Le MEDEF a aussitôt réagi en rappelant ses exigences: allongement de la durée de cotisations et départ à 63 ans. Le ministre des finances a répondu : « *oui, il y aura sans doute une réforme* », et François Hollande a déjà évoqué une réforme « *systémique, en profondeur, des retraites* » !

L'objectif du patronat, auquel se soumet le gouvernement, est de détruire le système des retraites par répartition, financées majoritairement par les cotisations sociales.

La question des retraites n'est pas, comme on veut nous le faire croire, une question démographique, ni une absence de moyens de financement. C'est un choix de société, de répartition des richesses entre le capital et le travail. Le gouvernement a fait le choix d'accorder 20 milliards d'euros au patronat et de préparer la fiscalisation de la Sécu par la généralisation de la CSG, et/ou une TVA « sociale » et/ou une taxe « écologiques ». C'est une fois de plus exonérer les patrons des cotisations sociales. A l'inverse le NPA propose de donner des moyens à la Sécurité Sociale : donner du travail à 6 millions de chômeurs rapporterait 80 milliards d'euros à la Sécu; augmenter les salaires de 300 € rapporterait 70 milliards !

Il est clair que les concertations et les pseudo-négociations ne feront pas reculer le gouvernement. Le seul moyen, c'est de préparer ensemble, dès maintenant, l'indispensable mobilisation unitaire contre ces projets.

DERRIERE LA COMPETITIVITE, LES DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Alors que le nombre des chômeurs progresse chaque mois, Renault en rajoute en annonçant 7 500 destructions d'emplois supplémentaires d'ici 2016.

Son objectif : fabriquer en France en 2016 autant de voitures qu'en 2011 – si l'état du marché le permet – avec 20% de personnel de fabrication en moins. Pour la direction, cela serait possible sans licenciement économique... à condition que les syndicats signent l'accord de compétitivité en cours de « négociation ».

Un accord qui prévoit déjà des suppressions d'emplois avec la « mutualisation » de certains services, l'allongement du temps de travail sans gagner davantage et l'instauration de la mobilité obligatoire entre les différentes usines du constructeur.

Aux syndicats qui demandent des « contreparties » pour justifier leur future signature d'un accord aussi rétrograde, Renault promet de ne pas fermer d'usine en France pendant la durée de l'accord... à la condition que la baisse des ventes n'aille pas au-delà de ce qui a été constaté en 2012. Autant dire que la direction ne s'engage à rien du tout !